



Rapport de mission Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement

déposé au
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

dans le cadre
de la 21^e Conférence des Parties à la Convention-cadre
des Nations unies sur les changements climatiques (COP21)

Février 2016



La **force d'un réseau** au service
de l'**environnement** et du **développement durable**



Sommaire

Présentation du RNCREQ et des CRE	3
Engagement du RNCREQ dans la lutte contre les changements climatiques	4
Retour sur la participation du RNCREQ au Sommet mondial Climat et Territoires	5
Agenda du RNCREQ lors de la COP21	6
1. 26 - 28 novembre 2015	6
2. 1 ^{er} décembre 2015	7
3. 2 décembre 2015	8
4. 3 décembre 2015	9
5. 4 décembre 2015	11
6. 5 décembre 2015	13
7. 6 décembre 2015	15
8. 7 décembre 2015	17
9. 8 décembre 2015	19
10. 9 décembre 2015	20
11. 10 décembre 2015.....	21
Les infolettres du RNCREQ.....	22
12. COY11 - 27 novembre 2015	23
13. COP21 - 1 ^{er} décembre 2015	24
14. COP21 - 2 décembre 2015	26
15. COP21 - 3 décembre 2015	27
16. COP21 - 4 décembre 2015	30
17. COP21 - 7 décembre 2015	32
18. COP21 - 8 décembre 2015	34
19. COP21 - 9 décembre 2015	36
20. COP21 - 10 décembre 2015	38
21. COP21 - 11 décembre 2015	39

Présentation du RNCREQ et des CRE

Les conseils régionaux de l'environnement (CRE) existent au Québec depuis plus de trente-cinq ans. Dès les années 70, au Saguenay–Lac-Saint-Jean et dans l'Est-du-Québec, des groupes environnementaux se sont réunis pour créer un organisme régional de concertation en environnement. À partir de la fin des années 80, c'est au tour des régions de Québec, de l'Estrie, de la Montérégie, de l'Outaouais, de Chaudière-Appalaches, de Lanaudière et de la Côte-Nord de fonder leur CRE.

Par leurs actions, les CRE contribuent à harmoniser qualité de l'environnement, équité sociale et développement économique.

Présents aujourd'hui sur tout le territoire (sauf dans le Nord-du-Québec), les seize CRE interviennent en faveur de la protection et de l'amélioration de l'environnement dans chacune des régions du Québec. Par leurs actions, ils favorisent l'intégration des préoccupations environnementales dans les processus de développement et contribuent à harmoniser

durabilité écologique, équité sociale et développement économique. Ils privilégient une approche constructive axée sur les solutions, par la concertation, l'éducation et la sensibilisation en tenant compte des réalités locales et régionales. Ils défendent des valeurs fondamentales comme la solidarité, l'équité et le respect.

Organismes autonomes issus du milieu, les CRE sont reconnus comme des interlocuteurs privilégiés du gouvernement sur les questions environnementales. Ils ont également le mandat de contribuer à la définition d'une vision globale du développement durable au Québec et de favoriser la concertation entre les organisations de leur région. En 2014, les CRE comptent ensemble près de 1 500 membres – citoyens, groupes environnementaux, organismes parapublics et municipaux, entreprises privées.

Le RNCREQ : un réseau unique d'acteurs influents dans le domaine de l'environnement au Québec

Fondé en 1991, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) a, quant à lui, pour mission de contribuer au développement et à la promotion d'une vision nationale du développement durable au Québec, de représenter l'ensemble des CRE et d'émettre des opinions publiques en leur nom. Reconnu pour la rigueur de ses interventions, le RNCREQ œuvre dans la plupart des grands dossiers environnementaux (changements climatiques, matières résiduelles, gestion de l'eau, énergie, forêts, agriculture, etc.).

Le RNCREQ a pour mission de contribuer à la définition d'une vision nationale du développement durable au Québec, de représenter l'ensemble des CRE et d'émettre des opinions publiques en leur nom.

Au fil des années, le réseau des CRE a développé une expertise qui non seulement alimente les consultations et les débats publics mais lui permet aussi de contribuer aux initiatives locales et d'accompagner les décideurs régionaux dans leurs démarches vers un développement durable.

Engagement du RNCREQ dans la lutte contre les changements climatiques

Grâce à leur présence partout sur le territoire québécois et à leur enracinement dans le milieu, les conseils régionaux de l'environnement (CRE) offrent un point de vue essentiel sur les enjeux environnementaux, sociaux et économiques du Québec. Grâce à leur vision originale, pragmatique et respectée, ils ont su à maintes reprises démontrer la justesse de leurs avis et la pertinence de leurs recommandations. À chaque fois, ils le font sur la base d'une approche constructive, pragmatique et axée sur les solutions.

Les CRE interviennent sur une foule de sujets liés aux problématiques environnementales et de développement régional. Ils se démarquent toutefois par leur forte implication en matière de lutte contre les changements climatiques, reconnaissant qu'il s'agit de l'un des plus grands défis auxquels fait face l'humanité puisque les impacts anticipés sont tels qu'ils menacent les conditions d'existence sur Terre.

Le RNCREQ et les CRE ont donc entrepris de faire de cet enjeu l'une de leur priorité d'action, que ce soit dans leurs interventions ou par différents projets de mobilisation et de sensibilisation :

- Les CRE se sont d'abord hissés au rang d'interlocuteurs privilégiés des acteurs socio-économiques régionaux en assurant pendant trois ans le déploiement du Défi Climat, la plus vaste campagne de mobilisation et de sensibilisation pour la lutte aux changements climatiques au Québec.
- De manière systématique, dans leurs mémoires, leurs avis et leurs recommandations, les CRE veillent à ce que les enjeux de la lutte contre les changements climatiques soient pris en compte par ceux et celles qui ont la responsabilité de les intégrer dans leurs prises de décisions et leurs processus de développement et de planification.
- Depuis plus de cinq ans, les CRE animent la démarche Par notre PROPRES énergie (PNPE) assure la prise en charge et la mobilisation des acteurs socioéconomiques régionaux en faveur d'une transition énergétique inspirante.
- Enfin, les CRE sont également impliqués, en partenariat avec le consortium Ouranos, dans la sensibilisation et l'accompagnement des intervenants et des décideurs en région sur les enjeux d'adaptation aux changements climatiques.

Basées sur cette expertise concrète, les interventions du RNCREQ auprès du gouvernement du Québec jouissent toujours d'une grande écoute et sont prises très au sérieux, comme ce fut le cas encore récemment lors des consultations sur la Stratégie de développement durable, sur la modernisation de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) ou encore sur la révision de la Politique énergétique.

Retour sur la participation du RNCREQ au Sommet mondial Climat et Territoires

Du 28 juin au 3 juillet 2015, Philippe Bourke et Cédric Chaperon, respectivement directeur général du RNCREQ et responsable des dossiers énergie et changements climatiques, ont effectué une mission d'une semaine en France sur la transition énergétique.

C'est la reconnaissance de la contribution du RNCREQ et de la pertinence de la démarche *Par notre PROPRE énergie* qui leur ont valu d'être invités par la région Rhône-Alpes au [Sommet mondial Climat et Territoires](#) à Lyon les 1er et 2 juillet 2015.

La [déclaration finale de ce Sommet](#) a fait écho lors de la Conférence de Paris du fait de la nécessité d'encourager et de soutenir la mobilisation des acteurs à l'échelle des territoires si l'on veut faire face au défi climatique. C'est exactement ce que propose la démarche Par notre PROPRE énergie.

Le RNCREQ a été invité à participer au Sommet mondial Climat & Territoires, qui est le principal rendez-vous des collectivités territoriales et de l'ensemble des acteurs non-étatiques avant la Conférence intergouvernementale Paris Climat 2015 (COP21). En plus de participer à la rédaction d'un texte de base sur les enjeux d'éducation, de sensibilisation, et de mobilisation, le RNCREQ a contribué à la préparation et l'animation de la séance de travail lors de l'atelier de la deuxième journée. Ce moment a également été une occasion pour Philippe Bourke de présenter la démarche Par notre PROPRE énergie.

Délégation québécoise

Le Sommet aura aussi été l'occasion pour le RNCREQ de s'entretenir avec le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, David Heurtel, mais aussi de rencontrer des représentants d'organisations québécoises bien en vue lors de l'évènement : Denis Leclerc, d'Écotech Québec, et Charles-Hugo Maziade, directeur de la Bourse du carbone Scol'ERE. Les Offices jeunesse internationaux du Québec ont également contribué à la venue de quatre spécialistes québécois en environnement au Sommet.

Le Sommet Climat et Territoires a rassemblé plus de 70 pays et 1000 participants, et a permis de souligner l'importance des acteurs des territoires dans le processus de négociation et rendu plus accessible l'objectif commun de retour sur une trajectoire de réchauffement inférieure à 2 °C.

En plus de participer et de contribuer à cet évènement, MM. Bourke et Chaperon ont profité de leur passage en France pour rencontrer des intervenants de plusieurs organisations engagées dans la transition. Au menu de cette mission : la mise en œuvre de la transition énergétique par les territoires et collectivités, la loi sur la transition énergétique, les Plans Climat-Énergie Territorial (PCET), les territoires à énergies positives, etc.

[Pour lire le rapport complet de la Mission de juillet.](#)



De gauche à droite : Denis Leclerc d'Écotech Québec, David Heurtel, ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Philippe Bourke et Cédric Chaperon

Agenda du RNCREQ lors de la COP21

26 – 28 novembre 2015



Conférence des Jeunes
PARIS 2015

CONFÉRENCE

La conférence des jeunes sur le climat (COY11)

Une Conférence de la Jeunesse (COY pour *Conference of Youth* en anglais) permet chaque année à des jeunes du monde entier de se rassembler avant la Conférence des Parties organisée par l'ONU. Pour sa 11^e édition, la COY se déroulait en France. Plus grande que les précédentes COY, la COY11 entendait présenter le message de la jeunesse juste avant la COP. Les jeunes sont conscients des limites de notre modèle de société : ils sont prêts à enclencher un changement de paradigme pour tendre vers une société plus durable et désirable.

Dans le cadre de cet événement, à l'initiative du RNCREQ, un atelier intitulé « L'action concertée des chercheurs aux environmentalistes dans la mobilisation climatique au Canada » a été organisé le vendredi 27 novembre.

Le RNCREQ a réuni quatre panélistes :

- Catherine Gauthier (présidente d'ENVironnement JEUnesse) a présenté la mobilisation des jeunes du Québec sur les enjeux climatiques, ainsi que le rôle d'ENVironnement JEUnesse dans les consultations publiques sur les hydrocarbures et cibles de réduction de GES.
- Renaud Gignac (co-fondateur et analyste principal chez Services-conseils Transitio) a abordé la question du budget carbone et a survolé les grands débats environnementaux du Québec.
- Anne-Sophie Ste-Marie (Secrétariat international de l'eau) a traité de la mobilisation des jeunes sur les questions liées à l'eau et au climat.
- Cédric Chaperon (responsable énergie et changements climatiques au RNCREQ) a abordé le travail du RNCREQ sur la transition énergétique via la démarche *Par notre PROPRE énergie*.



1^{er} décembre 2015

CONFÉRENCE | Territoires & transition énergétique



Au-delà des questionnements sur l'éco-rénovation dans l'habitat, des processus de décision et d'accompagnement, du financement des travaux, de l'optimisation des coûts et de l'organisation de la filière, le programme de conférences s'intéressait aux problématiques telles que la planification, l'aménagement ou les transports. L'accent a été mis sur la prise en compte des territoires dans leur diversité et notamment l'enjeu de la transition énergétique pour les territoires ruraux.

[Pour consulter le programme de la journée](#) / [les présentations et comptes-rendus](#)



Présentation du projet POC21





CONFÉRENCE / ATELIERS

Initiatives locales et lutte contre le changement climatique

Les régions, les villes et les citoyens du monde sont au cœur de la réponse au changement climatique tant du point de vue de sa réduction que de notre adaptation à ce changement. C'est en agissant à l'échelle locale et régionale que la contribution aux objectifs mondiaux aura le plus d'impacts. La mobilisation des élus locaux, des entreprises et des citoyens, l'intégration de l'action des territoires *subnationaux* doivent être prises en compte dans les accords à l'issue de la COP21.

Dans le prolongement de la conférence internationale du 13 avril, l'ARENE, en partenariat avec la FEDARENE (Fédération européenne des agences et régions pour l'énergie et l'environnement), le Comité des Régions et Île-de-France Europe, ont ainsi organisé cette journée d'échanges internationale à la Halle Pajol à Paris.

[Pour consulter le programme de la journée](#)



CONFÉRENCE DE PRESSE

Lancement du Sommet mondial des acteurs du climat

Au sein des Espaces Générations climat de la COP21, zone entièrement consacrée à la société civile, Johanna Rolland, mairesse de la ville de Nantes et présidente de Nantes Métropole, et Ronan Dantec, conseiller municipal de Nantes et porte-parole climat de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), ont officiellement lancé le sommet *Climate Chance* en présentant les enjeux et l'identité de l'évènement.

Évènement mondial, *Climate Chance* a vocation de devenir le rendez-vous régulier de l'ensemble des acteurs non-étatiques engagés dans la lutte contre le dérèglement climatique.

Ce sommet se positionne en continuité de celui qui s'est tenu à Lyon en juillet 2015 et auquel le RNCREQ a participé.

[Pour consulter le site web du Sommet Climate Chance](#)





CONFÉRENCE / ATELIERS

Gouvernance multi-niveaux dans la planification énergétique durable

[COOPENERGY](#) est un projet européen qui cherche à mettre en lien les collectivités régionales et locales afin de développer des plans d'action énergie durable respectifs plus collaboratifs, à travers des modèles de gouvernance multi-niveaux.

Élus et agents des collectivités locales et régionales, facilitateurs de la planification énergétique (agences de l'énergie, *clusters*...), membres de la sphère académique, ont été invités à découvrir :

- comment sept régions européennes ont forgé une approche plus collaborative entre autorités publiques régionales et locales afin de définir ou réviser ensemble le plan d'action énergie durable régional en tenant compte des besoins locaux, et afin de mettre en œuvre des actions communes pour plus de cohérence et efficacité (ex : achat groupé pour l'éclairage public) ;
- les outils à votre disposition pour vous aider à adopter une approche plus collaborative pour la planification énergétique durable de votre territoire.

[Pour consulter le programme de la conférence](#) / [les vidéos filmées des conférences](#)

ATELIER

Réussir sa transition énergétique et environnementale

Ce rendez-vous présentait plusieurs exemples à travers le monde de gestion et de mise en œuvre d'initiatives et d'actions concrètes en matière de lutte contre le changement climatique.

Son objectif était de faciliter la compréhension mutuelle de l'impact de ces initiatives sur les territoires et les populations concernées, et de créer des synergies entre elles. De futures actions de coopération ont été évoquées durant la conclusion de cette rencontre.

L'événement comporterait plusieurs séquences :

- Politiques et initiatives européennes sur le changement climatique,
- L'impact social et entrepreneurial du changement climatique,
- Adaptation et atténuation face au changement climatique : perspectives depuis différents pays du monde,
- La gouvernance multi-niveaux : actions et programmes mis en œuvre sur le plan « macro-régional »,
- Actions et programmes remarquables mis en œuvre sur le plan local.

[Pour consulter le programme complet de la conférence](#)

CONFÉRENCE DE PRESSE

Les villes canadiennes engagées dans la lutte aux changements climatiques

À l'initiative du maire de Montréal, les maires et les représentants de Montréal, Toronto, Vancouver, Longueuil, Sainte-Julie, Kitchener, Bromont, Halton Hills et Port Coquitlam ont rencontré les médias à l'aube du Sommet des élus locaux sur le climat qui se tenait le lendemain à la Mairie de Paris. Cet événement historique réunissait plusieurs centaines de maires de partout dans le monde autour de la lutte aux changements climatiques.

Comme l'a déclaré le maire de Montréal, Denis Coderre, qui est également ambassadeur pour Métropolis dans le cadre de ce sommet, « Les villes font partie de la solution. Les villes et les métropoles ont un rôle clé à jouer dans la lutte aux changements climatiques. Nous devons donner aux villes les moyens de leurs ambitions. »



Source : Ville de Montréal

Les maires présents lors de la conférence de presse : Denis Coderre, maire de Montréal, John Tory, mayor of Toronto, Greg Robertson, mayor of Vancouver, Suzanne Roy, mairesse de Ste-Julie et présidente de l'Union des municipalités du Québec, Caroline St-Hilaire, mairesse de Longueuil, Berry Vbranovic, mayor of Kitchener, Pauline Quinlan, mairesse de Bromont, Gregory Moore, mayor of Port Coquitlam and president of Metro Vancouver, Clark Somerville, premier vice-président et conseiller de Halton Hills.



CONFÉRENCE

La ville, un rôle majeur dans la lutte contre le changement climatique

Vivapolis et ses partenaires le C3D et le Comité 21 ont réalisé une étude pour valoriser le savoir-faire des entreprises françaises en matière de lutte contre les changements climatiques dans les villes, dans la perspective de la COP21.

Une cinquantaine de réalisations d'entreprises françaises de toutes tailles, ayant trait au développement urbain durable dans le monde (mobilité, construction, eau, déchets...), ont ainsi été répertoriées. Des bureaux d'étude ont procédé à des mesures permettant d'évaluer quantitativement la contribution de ces projets à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.



CONFÉRENCE / ATELIERS

L'Europe des régions construit durable

A l'occasion de la COP21 à Paris, EnvirobatBDM, Ekopolis et RAEE se sont associés pour organiser ensemble une rencontre européenne des acteurs de la construction durable.

Cet évènement a été l'occasion de tester les nouvelles démarches d'évaluation et d'accompagnement contextuelles des bâtiments. Ces nouvelles méthodes font la part belle à la gestion de projets, aux échanges de retours d'expériences entre professionnels et à la pédagogie.

Pour chaque région, la présentation de la démarche d'évaluation était suivie de la présentation d'un projet par ses acteurs et par un échange avec une commission inter-professionnelle.

[Pour consulter le programme complet de la conférence](#)



LANCEMENT

Inauguration de Solutions COP21 au Grand Palais

Lancé en juillet 2014, Solutions COP21 est un dispositif inédit de valorisation des solutions pour le climat créé en vue de la COP21.

Cette initiative a été portée par le Comité 21 avec le Club France Développement durable (rassemblant plus de 500 réseaux publics et privés) et est réalisée avec Hopscotch Groupe et le cabinet Alliantis.

L'objectif : montrer à un large public les multiples produits, services, process et innovations existants et en projet à travers le monde pour lutter contre le dérèglement climatique et ses impacts. Solutions COP21 a lancé en janvier 2015 un Hub des Solutions climat, première plateforme contributive multi-acteurs dédiée aux solutions climat et a organisé une exposition au Grand Palais du 4 au 10 décembre 2015 ouverte gratuitement à tous les publics.

Le RNCREQ a ainsi été invité à l'inauguration de l'exposition par le Comité 21 Québec, en présence notamment de Ségolène Royal, ministre française de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, chargée des Relations internationales sur le climat.

[Pour avoir plus d'informations sur l'exposition.](#)





CONFÉRENCE

Villes et régions européennes unies contre le changement climatique

Le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), PLATFORMA et la Convention des Maires ont invité des élus locaux et régionaux et des experts à participer à la conférence « Villes et régions européennes unies contre le changement climatique » qui s'est tenue à l'Hotel de ville de Paris, en marge des négociations de la COP21.

Cette conférence avait un double objectif : d'un côté, rassembler des maires et des conseillers pour présenter leurs actions et partager leur expertise. Et ce, afin de sensibiliser et encourager des villes et des régions à s'engager dans la réduction des émissions de CO₂.

Ont été mis en lumière la nouvelle Convention intégrée des maires pour le climat et l'énergie, en Europe et dans le monde, ainsi que plusieurs expériences sur le terrain de mise en œuvre d'actions dans le domaine du climat et de l'énergie à l'international.

[Pour consulter le programme complet de la conférence.](#)



CONFÉRENCE DE PRESSE

Les villes canadiennes engagées dans la lutte aux changements climatiques

Philippe Bourke a assisté à la conférence de presse où le Premier ministre du Québec, Philippe Couillard, a annoncé un ensemble de mesures totalisant 25,5 millions de dollars destinées à soutenir les actions de lutte contre les changements climatiques des pays francophones les plus vulnérables et les plus exposés aux conséquences des changements climatiques. Pour l'occasion, Monsieur Couillard était accompagné de la Secrétaire générale de la Francophonie, Son Excellence Michaëlle Jean, de l'ancien vice-président des États-Unis et Prix Nobel de la Paix, Al Gore, du président-directeur général du Climate Group, Mark Kenber, et de l'ambassadeur honorifique de la vague verte de l'ONU, Jean Lemire.



CONFÉRENCE DE PRESSE

Lancement des Comités 21 Québec et Burkina Faso auprès du Comité 21 France

La conférence de presse a confirmé le besoin de créer des partenariats entre le Québec, la France et l'Afrique afin de partager sur les initiatives structurantes et tactiques du développement durable dans la Francophonie. La délégation québécoise du Comité 21 Québec, formée de Karine Casault, trésorière et cofondatrice, de Nancy Bobbish et de Philippe Bourke, mentors du CAP C21, challenge de partage des bonnes pratiques avec la relève dirigeante, ont assisté à ce lancement sur le plateau TV du COP21.

Un premier laboratoire québécois d'appel à l'action et de partage des meilleures pratiques de management durable a par ailleurs été lancé : le Challenge CAP C21.

Le Comité 21 Québec : www.comite21quebec.org



ÉVÈNEMENT

Sommet citoyen pour le climat et Village mondial des alternatives

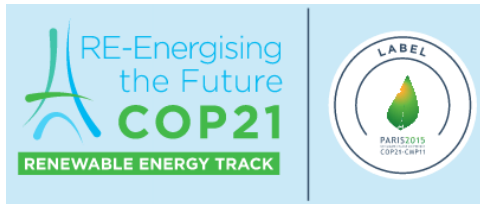
Organisé par Alternatiba, ce sommet citoyen était à la fois une grande fête populaire et un village des alternatives individuelles, collectives et territoriales au changement climatique et à la crise écologique et énergétique.

Des quartiers thématiques (éco-habitat, énergie, alimentation et agriculture, transport, finance, etc), étaient composés de stands et démonstrations de porteurs d'alternatives. Ce Village était aussi convivial, participatif et animé par des spectacles, concerts, repas, etc.



6 décembre 2015

CONFÉRENCE RE-energising the future



Lors de cet évènement, des orateurs de haut niveau ont fait part de leur vision d'un avenir alimenté par les énergies renouvelables. Des chefs d'entreprise ont décrit pourquoi leurs entreprises optent pour 100 % d'énergie renouvelable dans leurs opérations ; des chefs de gouvernement ont exposé leurs ambitieux plans pour l'augmentation des investissements dans les énergies renouvelables.

Des leaders de l'industrie renouvelables ont présentés des innovations et des percées technologiques qui ont abouti à un déploiement plus rapide et à plus grande échelle des énergies renouvelables. Des conférenciers de renom ont pris la parole lors de l'évènement.

[Pour consulter le programme complet de la conférence.](#)



RENCONTRE

Échange entre la société civile et le premier ministre du Québec

Philippe Bourke a été convié pour représenter le RNCREQ à la rencontre des représentants de la société civile québécoise avec le premier ministre du Québec, au cours duquel il a pu présenter les objectifs de la participation de notre Regroupement à la COP21. Cela a été l'occasion de rappeler l'implication du RNCREQ et des CRE dans la mise en œuvre de la lutte contre les changements climatiques, notamment à travers la démarche [Par notre PROPRE énergie](#).



Crédit : Délégation générale
du Québec à Paris



CONFÉRENCE The Shift Project

The Shift Project se veut le promoteur d'une économie soutenable, qui ne soit ni anticapitaliste par principe, ni en porte-à-faux avec les constats scientifiques.



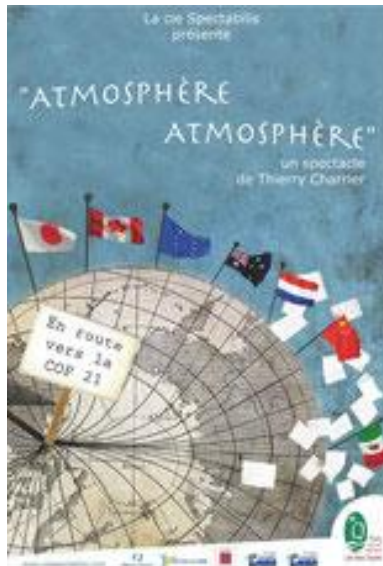
ÉVÈNEMENT La soirée du Québec à Paris

Le RNCREQ, comme les autres organisations présentes à Paris, a été convié à prendre part à « La soirée du Québec à Paris » à la Cité des sciences et de l'industrie - visite de Climat, L'Expo à 360°.

En compagnie du Premier ministre et de nombreux autres dignitaires, Philippe Bourke et Cédric Chaperon ont assisté à la projection du court-métrage *Re-génération* dans le planétarium, puis à la projection de *L'invention de l'horizon* dans La Géode avant de prendre part au cocktail.



SPECTACLE-DÉBAT Atmosphère Atmosphère



Philippe Bourke et Cédric Chaperon ont assisté à un spectacle-débat sur l'éco-citoyenneté face aux enjeux de lutte contre les changements climatiques.

« Un animateur qui tente de faire le tri sélectif des idées reçues sur les questions de réchauffement climatique, de gaz à effet de serre et d'énergies renouvelables, mais très vite ça devient chaud bouillant sur le plateau, alors avec l'animateur on décolle, on change d'atmosphère... De supers héros planétaires (survolant du bout des ailes les problèmes de ce bon vieux globe) on plonge dans la couche d'ozone direction l'histoire du monde, du plus grand au plus petit, et jusqu'au cœur de l'animateur, là où ça frissonne... De là on part à la recherche de son rapport intime à la nature, de l'éco-citoyen qui sommeille en lui, qui s'éclate, qui s'interroge, qui prend du plaisir, qui doute... et qui rêve !

Le spectacle prend ainsi la température de cet humain qui nous ressemble tant, comme nous tous pris sous les feux croisés des informations contradictoires sur l'évolution du climat, stimulé par les plans mis en œuvre pour endiguer la fièvre climatique dans chaque territoire, prêt à faire confiance et à s'embarquer pour une aventure passionnante : la lutte contre le réchauffement de l'atmosphère et la transformation du monde ! »

[Plus d'informations sur la compagnie et la pièce de théâtre](#)



Suite à cet événement, le RNCREQ étudie actuellement la possibilité d'organiser une tournée semblable au Québec.

RENCONTRE

Avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et la Région Île-de-France

Le RNCREQ a rencontré la Direction de l'Action Internationale de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, à la Galerie des solutions au Bourget, afin de lancer les premières pistes de collaboration pour une coopération décentralisée. Il en a fait de même le lendemain avec la responsable des relations internationales, sections Amériques, de la Région Île-de-France.

Depuis juillet 2015 et sa participation au Sommet Mondial Climat et Territoires, sur invitation de la région Rhône-Alpes, Philippe Bourke et Cédric Chaperon ont pu faire rayonner la démarche *Par notre PROPRE énergie* (PNPÉ) sur différentes tribunes. Mais ils ont aussi tissé des liens avec de multiples organisations françaises engagées dans la transition énergétique.

La participation du RNCREQ à la COP21 a permis de renforcer cette volonté de créer des ponts avec d'autres acteurs qui sont eux aussi engagés dans des démarches de mobilisation, à l'échelle des territoires, pour la mise en œuvre de la transition énergétique. À chaque fois, il a pu être constaté à quel point la démarche PNPÉ s'apparente à une démarche similaire qui fait la fierté du gouvernement français en matière de transition énergétique sur un territoire. Il s'agit des démarches de Plan Climat Energie Territorial (PCET) ainsi que des Territoires à énergies positives (TEPOS), lesquels se trouvent au cœur de leur récente Loi sur la transition énergétique pour la croissance verte.

En ce sens, par l'entremise du consulat général de France à Québec, le RNCREQ a initié un dialogue avec différentes autorités françaises afin de jeter les bases d'une coopération décentralisée entre des collectivités locales françaises et québécoises pour favoriser le transfert d'expertise aux niveaux techniques et technologiques. Une première rencontre a eu lieu il y a quelques semaines pour enclencher le processus avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et le Ministère des Affaires étrangères français.

ÉVÈNEMENT

La soirée des Canadiens

Le RNCREQ a été invité à cet événement organisé conjointement par Environmental Defence, Équiterre et l'Institut Pembina. La journée-même, le Premier ministre du Québec, Philippe Couillard, la Première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne, et le Premier ministre du Manitoba, Greg Selinger, ainsi que leurs ministres de l'Environnement respectifs, signaient un nouveau protocole d'entente afin de mettre en œuvre leur intention de lier les systèmes de plafonnement et d'échange du Québec, de l'Ontario et du Manitoba sous l'égide de la Western Climate Initiative, renforçant ainsi le plus grand marché du carbone d'Amérique du Nord.





CONFÉRENCE

Territoires à énergie positive : accélérateurs de transition

Un territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEP-CV) est un territoire d'excellence de la transition énergétique et écologique. La collectivité s'engage à réduire les besoins en énergie de ses habitants, des constructions, des activités économiques, des transports, des loisirs. Elle propose un programme global pour un nouveau modèle de développement, plus sobre et plus économe.

La conférence vous proposait de découvrir ces territoires, qui visent l'objectif de réduire leurs besoins d'énergie au maximum, par la sobriété et l'efficacité énergétiques, et de les couvrir par les énergies renouvelables locales. Les intervenants étaient les suivants :

- Jean-Jack QUEYRANNE, Président de la Région Rhône-Alpes, Président de la commission Développement durable de l'Association des Régions de France,
- Jacques RAVAILLAUT, Directeur de l'action territoriale à l'ADEME,
- Bertram FLECK, Landrat des Rhein-Hunsrück-Kreises,
- Jacky AIGNEL, Président de la Communauté de communes du Mené,
- Raphaël CLAUTRE, Directeur général du CLER.

[Pour plus d'informations sur les TEPOS.](#)





CONFÉRENCE

Citoyens et pouvoirs locaux : un agenda commun pour le climat

Plusieurs intervenants engagés dans la transition énergétique ont témoigné de l'efficacité d'un engagement citoyen pour le succès de ce pacte civique.

Les intervenants étaient les suivants :

- Nicholas YOU, fondateur et président honoraire de la Campagne urbaine mondiale ONU-Habitat, conseiller de la Municipalité de Guangzhou (Chine)
- Charlotte MARCHANDISE-FRANQUET, présidente du Réseau français des Villes-Santé de l'OMS, maire-adjointe de Rennes (France), déléguée à la Santé et à l'Environnement
- Jo SPIEGEL, commissaire à la Transition énergétique de l'agglomération de Mulhouse, maire de Kingersheim (France)
- Bachir KANOUTE, urbaniste, coordinateur exécutif ENDA ECOPOP, point focal pour l'Afrique de l'Observatoire international de la démocratie participative, Dakar (Sénégal)
- Maguelonne DEJEANT PONS, secrétaire exécutive de la Convention européenne du Paysage -Conseil de l'Europe



10 décembre 2015



CONFÉRENCE

La démocratie énergétique : l'engagement citoyen dans les défis climatiques contemporains

Les projets d'énergie citoyenne sont des initiatives décentralisées de production et de consommation d'énergie de sources renouvelables se développant partout dans le monde. Ils constituent une solution concrète et viable aux enjeux climatiques contemporains. Cette dynamique sensibilise les territoires à la transition énergétique, crée de la richesse locale et renouvelle les pratiques démocratiques.

Derrière la coopérative Middelgrunden au Danemark, près de 10 000 citoyens se sont associés à la collectivité pour construire ce projet emblématique de parc éolien offshore au large de Copenhague. D'autres comme Ecopower en Belgique, Enercoop en France, Co-operative Energy au Royaume-Uni ou Som Energia en Espagne mobilisent près de 300 000 citoyens et collectivités pour développer la production d'énergie renouvelable et fournir de l'énergie verte et solidaire à leurs sociétaires.

[Pour consulter le programme complet de la conférence.](#)



Les infolettres quotidiennes du RNCREQ

Philippe Bourke, directeur général du RNCREQ, et Cédric Chaperon, responsable des dossiers énergie et changements climatiques, assistaient à la 21^e Conférence des parties sur le climat (COP21), à Paris, en décembre 2015.

Chaque jour, ils livraient leurs impressions et nous donnent le pouls de la COP21 en quatre temps :

- la leçon du jour,
- le fait marquant,
- la personne la plus inspirante,
- à surveiller demain.



Cédric Chaperon assiste à la COY11, la 11^e Conférence des jeunes sur le climat.

La leçon du jour

Pour Sulak Sivaraska, bouddhiste thaïlandais, militant dans les domaines du social, de l'écologie et des Droits humains, ceux qui s'enrichissent sans redistribuer sont ceux qui contribuent le plus aux émissions de GES. Le réchauffement climatique et l'accès aux ressources naturelles sont la cause de violences comme en témoignent plusieurs événements récents au Moyen-Orient. Notre monde a d la difficulté à agir efficacement pour réduire ses émissions de GES car les énergies fossiles nous ont tellement rendus riches que nous ne parvenons pas à nous en détourner.

Le fait marquant

Le Canada vient d'annoncer qu'il va contribuer au Fonds vert de l'ONU pour le climat, destiné à soutenir les pays en développement dans différents projets, notamment avec pour objectif de diminuer les émissions de GES, de lutter contre la déforestation et de prendre des mesures d'adaptation aux conséquences du réchauffement climatique. Le Canada s'engage ainsi à contribuer pour 2,65 milliards de dollars sur 5 ans, ce qui constitue le double du dernier montant qu'avait engagé le gouvernement conservateur.

Il a été établi à Copenhague en 2009 que les pays riches devraient mobiliser 100 milliards de dollars par an à compter de 2020.

La personne la plus inspirante

Sulak Sivaraksa, né le 27 mars 1933, est un bouddhiste thaïlandais, militant dans les domaines du social, de l'écologie et des Droits humains. Il a été nommé deux fois pour le Nobel de la paix.

Au travers la vision de buddha, il a livré un discours inspirant sur l'interaction entre des défis contemporains et celui de la lutte contre les changements climatiques.

« The 2000 years of Buddha teaching can help us overcome the climate changes. »

Sulak Sivaraska

À surveiller ce weekend

Dimanche, à Ottawa, allez marcher pour le climat, les solutions et la justice climatiques !

« À la veille de la conférence de Paris sur les changements climatiques, exprimons à notre nouveau gouvernement qu'une économie 100 % propre est 100 % possible ! »

Toutes les infos sont ici : <http://www.100possible.ca/fr>

On est loin de la nature

La leçon du jour

Philippe Bourke : « Je ne me suis jamais senti aussi loin de l'environnement que lors de cette première journée à Paris. J'ai beau assister à l'un des plus grands sommets de l'histoire sur les changements climatiques, il n'y a pas grand-chose de naturel ici. Un centre de foire au milieu d'un aéroport, pas une once de verdure, des "complets-cravates" de tous les styles, des médias aux aguets, bref, on est vraiment en rupture avec la nature, ici aussi. L'humanité, en particulier dans les sociétés occidentales, est de moins en moins en contact avec la nature. C'est d'ailleurs là l'une des raisons qui rend si difficile la prise en compte des limites de la Terre, et retarde la mise en œuvre de solution pour la préserver.

Voici ce que disait Luther Standing Bear, chef Lakota aux États-Unis, à la fin du XIX^e siècle :

Le cœur de l'homme éloigné de la nature devient dur. (...) L'oubli du respect dû à ce qui pousse et à ce qui vit amène également à ne plus respecter l'homme. »

Cédric Chaperon : « Le début de semaine à la COP21 sera principalement concentré sur les pays vulnérables et sur la résilience. Il s'agit d'une occasion d'aborder la situation de l'Afrique, puisque se tenait aujourd'hui le Sommet défi climatique et solutions africaines. Récemment, ce continent a réitéré son appel à la communauté internationale de doubler la part de financement consacrée à l'adaptation au changement climatique, passant de 16% aujourd'hui à 32 % d'ici à 2020. Il s'agit donc de 32 milliards de dollars du Fonds vert de l'ONU pour le climat qui doit rassembler 100 milliards de dollars par an à compter de 2020.

Cependant, le Réseau action climat France (RAC-F) estime que les besoins réels sont nettement supérieurs à 32 milliards de dollars par an. On estime que les coûts liés à l'adaptation dans les pays en développement devraient atteindre environ 500 milliards de dollars par an en 2050, même dans un scénario de réchauffement limité à 2°C. De quoi remettre en perspective les réels besoins de l'Afrique par rapport à ce qui est demandé... »

Pour aller plus loin :

Le Monde - [Ne pas oublier l'Afrique](#)

Lettre des ONG publiée par le RAC France - [Les pays riches sauront-ils répondre à l'appel de l'Afrique pour l'adaptation ?](#)

Le Monde - [Un plan pour relever le défi climatique en Afrique](#)

Le fait marquant

Philippe Bourke : « Le Canada n'est plus la honte de la COP. Nous étions habitués à le voir recevoir régulièrement des prix fossiles, prix quotidien remis aux pays qui s'engagent le moins dans la lutte climatique, voire qui nuisent carrément aux travaux et à la conclusion d'un accord.

Voilà que c'est la Nouvelle-Zélande qui prend le relais, elle qui pourtant s'est présentée à nous au cours des dernières années comme le paradis terrestre. Rappelez-vous les paysages idylliques à couper le souffle de la trilogie du Seigneur des anneaux. Nous avons croisé un manifestant Néozélandais déguisé en mouton qui dénonçait l'inaction de son pays sur le climat. Les émissions y ont crû de 111 % depuis 1990 et elles devraient augmenter d'un autre 50 % d'ici 2030.

Les moutons ? Ils sont environ 33 millions là-bas pour 4 millions d'humains. Le secteur de la production agricole est en conséquence un grand contributeur des émissions de GES de la Nouvelle-Zélande. »

Cédric Chaperon : « Le président américain Barack Obama, qui s'est dit « *optimiste* », a présenté la lutte contre le réchauffement comme « *un impératif économique et de sécurité auquel nous devons nous attaquer maintenant* », car sinon, « *nous aurons rapidement à consacrer de plus en plus de nos ressources économiques et militaires (...) pour s'adapter aux conséquences d'une planète qui change* ».

Source : [Le Monde](#)

La personne la plus inspirante

Mario Molina, Prix Nobel de chimie (1995) et conseiller du président Obama.

Lire son interview pour le journal Le Monde :

[« Monteriez-vous dans un avion qui a une chance sur cinq de s'écraser ? »](#)

À surveiller demain

(1) À l'heure du lunch : une conférence, en présence du ministre David Heurtel, sur les suites du Sommet mondial Climat et territoires, auquel le RNCREQ avait participé en juillet dernier, à Lyon (lire leur [rapport de mission](#)). On y présentera les propositions qui étaient ressorties de ce sommet pour faire des acteurs non-étatiques des leaders dans la mise en œuvre de la lutte contre les changements climatiques et de l'adaptation.

Pour aller plus loin, lire la déclaration finale du Sommet :

[L'action territoriale au cœur de la réponse au défi climatique.](#)

(2) En fin de journée : le lancement du 2^e Sommet mondial Climat et territoires, qui aura lieu à Nantes en septembre 2016. On y croisera Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie de la France, Anne Hidalgo, Maire de Paris, ainsi que Hakima El Haite, ministre déléguée chargée de l'Environnement du Maroc, représentante de la Présidence de la COP22.

Bonus

Les négociations climatiques internationales en dix dates :

http://www.lemonde.fr/cop21/visuel/2015/11/30/les-negociations-climatiques-internationales-en-10-dates_4820353_4527432.html

Paris-Dakar et le rayon du jour

La leçon du jour

Paris-Dakar existe toujours ?! Mais non, il ne s'agit pas du fameux rallye (auto, moto, quad et camion) entre la France et le Sénégal. Certains se rappelleront que ce rallye fut abondamment décrié, non seulement pour les nombreux décès qui y ont eu lieu au fil des ans, mais aussi parce qu'on le qualifiait d'agression écologique et de mépris humanitaire envers les pays africains. Une contestation qui s'est notamment manifestée par la chanson « *500 connards sur la ligne de départ* » de Renaud.

Nous parlons plutôt de la coopération sur le climat qui a cours aujourd'hui entre ces deux villes, un peu comme un baume sur les blessures du passé. La région Paris-Ile-de-France accompagne en effet la région de Dakar dans sa démarche pour se doter d'un Plan d'action climat territoire. Un bel exemple de coopération décentralisée que le RNCREQ espère bien pouvoir aussi mettre en place entre la France et le Québec en matière de mobilisation des territoires pour la transition énergétique.

Le fait marquant

La coalition des ONG qui décerne traditionnellement le « Fossile du jour » à un pays parce qu'il freine les négociations a choisi hier de ne pas donner le trophée. Un « Rayon du jour » a plutôt été décerné aux 43 pays du *Climate Vulnerability Forum* (CVF). Ces pays ont fait la déclaration ambitieuse et osée d'avoir pour objectif la décarbonisation complète de leur économie et 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2050 ! Il s'agit d'un pas important vers un objectif de réchauffement global limité à 1,5 °C.

Pour aller plus loin, [le bulletin quotidien des groupes du Réseau Action Climat mondial](#).

La personne la plus inspirante

Philippe Bourke a été touchée par une grande dame : « Encore l'Afrique. Cette fois, le Tchad. Paneliste pour le lancement du Sommet mondial des acteurs du climat, cette grande dame dont j'ignore le nom a pris la parole après les interventions des ministres de l'environnement de la France et du Maroc. Malheureusement, les deux ministres ont dû quitter l'évènement avant la fin dans une cohue journalistique classique. Plusieurs personnes dans l'assistance sont aussi sorties et bien peu de celles qui restaient étaient encore attentives...

C'est là que la grande dame est apparue. Elle a dit sa déception. Elle voulait que les ministres entendent son message. Elle est restée digne, comme les autres Africains que j'ai croisés ici. Premières victimes de l'injustice climatique, ils ne sont pas ici pour se plaindre et demander la charité. Ils ont des solutions toutes simples et souvent peu coûteuses à proposer pour lutter contre les changements climatiques. Ils veulent seulement qu'on les écoute. »

À surveiller demain

Philippe Bourke assistera jeudi à la Journée de l'Agence internationale de l'énergie dans la Zone bleue de la COP21. Une série de conférences se tiendra pour déterminer notamment quels devraient être les éléments clés pour plafonner les émissions de GES mondiales, en particulier grâce aux mesures d'efficacité énergétique et en ayant recours aux énergies renouvelables.

[Plus d'informations](#)

The Bridge Strategy et Place to B

La leçon du jour

Nous sommes « carbon addicts » ! (dépendants du carbone)

C'est une évidence sur le plan biologique mais à ça, on n'y peut rien. Essayez de vous passer du carbone dans votre alimentation : pas de glucides, pas de lipides et pas de protéines !

Ce qu'on conçoit moins, mais qu'on découvre de plus en plus, c'est à quel point nous sommes dépendants du carbone sur le plan économique. Et que cela explique la plus grande part des émissions de GES. Pour cette dépendance, on peut faire quelque chose.

Comment ? Il faut donner des indications claires aux multiples acteurs de l'économie pour qu'ils deviennent naturellement encouragés, par les forces du marché, à réduire leur dépendance carbone. Pour ça il faut imposer au carbone un prix qui va leur envoyer un signal clair et franc.

Mais attention ! mettre un prix sur le carbone, que ce soit par une taxe (comme en Colombie-Britannique), ou par un marché de plafonnement et d'échange des émissions (comme au Québec), c'est absolument nécessaire, mais non suffisant pour résoudre la crise climatique. Il est tout aussi indispensable de retirer les subventions gouvernementales aux industries fossiles (près d'un milliard de dollars au Canada en 2014) sans quoi on fera au mieux du surplace, puisqu'on ramènera toujours à contre-courant.

Le fait marquant

Aïe ! Des chiffres qui font mal. Mais d'autres qui font du bien.

Vous savez à quel point le RNCREQ est passionné et actif en matière d'énergie. Il ne fallait donc pas manquer la conférence de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) aujourd'hui à la COP21. L'AIE, c'est LA référence en matière de données et de bilan sur l'énergie dans le monde (dont le rapport annuel WEO [World Energy Outlook](#)).

Les données présentées sont toujours aussi sombres lorsqu'on observe les tendances d'émissions de GES associées au secteur de l'énergie : les besoins sont en croissance et les combustibles fossiles occupent toujours une place prépondérante dans le portefeuille de ressources. Ce sont ces chiffres qui font dire aux experts de l'AIE que pour limiter le réchauffement sous la barre symbolique des 2 °C, il ne faut pas exploiter plus du tiers des ressources prouvées de pétrole.

Grâce à ces données, on sait où on est, on sait où on doit aller, et on sait que l'écart entre les deux est important. Comment faire le pont ? L'AIE propose « The Bridge Strategy » qui comprend cinq champs d'action que Philippe Bourke résume et mets en perspective dans un petit tableau ci-après.

La personne inspirante de la journée

Anne-Sophie Novel, journaliste, blogueuse pour Le Monde et auteure spécialisée dans les alternatives et l'économie collaborative, est à l'origine de « Place To B » un lieu alternatif d'échange et de réflexion.

« J'assistais cet après-midi à un colloque sur la [Gouvernance multi-niveaux dans la planification énergétique durable](#) organisé par [Coopenergy](#) et la [Fedarene](#), raconte Cédric Chaperon. Il s'agissait en fait de réfléchir aux conditions de succès à réunir pour s'assurer de l'implication de toutes les parties prenantes dans les démarches de transition énergétique sur un territoire donné. Une foule d'exemples de démarches ont été présentées provenant de République Tchèque, d'Angleterre, d'Espagne, d'Allemagne, d'Italie et j'en passe. »

Un facteur de succès commun à toutes les démarches ?

L'implication des citoyens. Elle est garante dans la majorité des cas du succès d'une démarche de transition. Ces derniers doivent être impliqués d'un bout à l'autre du processus qui devra être intégré, participatif et basé sur des preuves.

Afin d'engager les citoyens qui sont toujours plus sollicités par de multiples enjeux, il faut s'assurer de communiquer efficacement. Cet aspect communicationnel (qui nous est si cher à nous, les CRE) est pourtant souvent oublié ou négligé. Il est pourtant indissociable des enjeux climatiques. Il convient donc de faire preuve d'inventivité et d'originalité pour faire passer les messages et capter l'attention.

L'initiative d'Anne-Sophie Novel est particulièrement intéressante dans cette perspective. Installée dans une auberge de jeunesse, près de la gare du Nord, *Place to B* est un lieu de réflexion où blogueurs, artistes et salariés d'ONG se réunissent pour échanger et réfléchir ensemble aux enjeux climatiques, et aux manières de les aborder et de les communiquer. »

Lire l'article dans [Le Monde](#) | Visiter le site web [Place to B](#)

À surveiller demain

Cet après-midi, à deux pas de l'Assemblée nationale, les maires des principales villes canadiennes tenaient une conférence de presse pour réitérer leur appui au Premier ministre du Canada, Justin Trudeau. Ils rappelaient en outre que les villes doivent jouer un rôle primordial dans la lutte contre les changements climatiques. Cette annonce fait écho à l'évènement à surveiller demain, le [Sommet des élus locaux pour le climat](#), qui se tiendra demain à l'hôtel de ville de Paris. Anne Hidalgo, mairesse de Paris, et Michael R. Bloomberg, envoyé spécial des Nations Unies pour les villes et le changement climatique, co-présideront l'évènement. La journée permettra de mettre en valeur les initiatives des villes lors des négociations internationales avec l'objectif de parvenir à un accord universel juridiquement contraignant qui permettra de lutter efficacement contre le changement climatique.

Les cinq champs d'action de « The Bridge Strategy » d'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE)

CHAMPS D'ACTION	RÉDUCTIONS ATTENDUES	IMPLICATIONS POUR LE QUÉBEC
Investir dans l' efficacité énergétique , particulièrement dans le secteur des transports et des bâtiments	49 %	C'est sans aucun doute le secteur dans lequel le Québec doit le plus s'investir, particulièrement dans les transports. Il faut de l'innovation, des programmes, de la mobilisation et de l'accompagnement. Les CRE sont particulièrement actifs dans ces 2 derniers cas grâce à la démarche Par Notre PROPRE énergie.
Éviter la construction et fermer graduellement les centrales au charbon les moins efficaces	9 %	Heureusement, le Québec n'a pas ce problème et l'Ontario vient de fermer sa dernière centrale l'an dernier.
Investir dans les énergies renouvelables	17 %	Nous avons déjà fait largement notre part dans ce secteur jusqu'ici et notre réputation mondiale est bien établie. Mais il reste néanmoins du travail à faire et surtout des opportunités à saisir.
Réduire graduellement les subventions aux énergies fossiles	10 %	Malheureusement, le Québec a récemment commencé à subventionner directement ce secteur pour l'exploration à Anticosti notamment. En outre, par les impôts et taxes qu'ils paient au gouvernement fédéral, les québécois assument leur part de la contribution de l'État au soutien de l'industrie pétrolière canadienne, laquelle s'élève à près d'un milliard par an. On ne parle pas ici du soutien par l'entremise de leurs investissements privés et publics dans l'industrie des combustibles fossiles (tel que ceux de la Caisse de dépôt et placement). IL faudrait néanmoins se poser des questions sur l'implication de cet investissement, ne serait-ce que par souci de cohérence.
Diminuer les émissions fugitives de méthane associées à la production de pétrole et de gaz.	15 %	C'est un secteur négligé qui pourtant offre des potentiels de réduction élevés à faible coût. L'Alberta a récemment annoncé qu'elle forcera l'industrie à réduire ce type d'émission de 45%. Pour le Québec, inutile de dire que la meilleure façon d'éviter d'avoir à gérer ce problème, c'est encore de renoncer à s'engager sur la voie de la production d'hydrocarbure (gaz et pétrole).

Business as UN-usual

La leçon du jour

C'est un fait, les entreprises ont un rôle crucial à jouer si l'on veut pouvoir espérer s'engager sérieusement dans la lutte contre les changements climatiques. Or une dimension particulière et inattendue de la contribution des entreprises a surpris et inspiré Philippe Bourke aujourd'hui. Une leçon qui nous vient du Costa-Rica. Rappelons que le Costa-Rica a l'ambition d'être [le premier pays neutre en carbone en 2021](#). Comment le gouvernement est-il parvenu à rallier la société civile à un objectif aussi ambitieux ? Vous devinez : grâce aux entreprises.

Nous avons généralement l'habitude d'entendre le lobby des entreprises et des regroupements d'affaires demander aux gouvernements de jouer plutôt de prudence et de modération dans leurs ambitions pour la lutte contre les changements climatiques : « *On veut bien protéger l'environnement mais il ne faudrait pas que ça nuise à l'économie !* » Étant donné leur immense pouvoir d'influence, ce genre de discours réussi généralement à limiter l'action des États face à la crise climatique. Imaginez si ce pouvoir d'influence était plutôt dirigé dans l'autre sens !

C'est ce qui s'est produit au Costa-Rica. L'Association des producteurs de café (plus de 600 membres) a pris le leadership en s'engageant vers la neutralité carbone, y percevant des avantages économiques et d'affaires, notamment en termes de positionnement dans le marché. Ces leaders ont rapidement convaincu les autres secteurs de leur emboîter le pas. Oui, l'effet « boule de neige » existe aussi dans les pays tropicaux !

Partout dans le monde des entreprises ont, elles aussi, compris l'importance de se mettre dans l'action en matière de changements climatiques. Il m'apparaît essentiel et urgent qu'elles en témoignent le plus possible autour d'elles. Elles sont le mieux placées pour convaincre les autres que les changements climatiques, ce n'est pas juste une affaire d'écologistes, mais un enjeu économique majeur qu'elles ne peuvent plus ignorer. Si elles se contentent de faire du « *business as usual* », elles subiront les risques climatiques sans pouvoir tirer parti des opportunités.

Le fait marquant

Le premier ministre du Manitoba, Greg Selinger, [annonçait hier que le Manitoba se joindrait à la bourse du carbone](#) (système de plafonnement d'échange de droits d'émissions des GES). La [Western Climate Initiative](#) est le fruit de la collaboration entre des États et des provinces afin de s'attaquer au changement climatique à l'échelle régionale. Ce marché du carbone est donc maintenant composé de la Colombie-Britannique, de la Californie, de l'Ontario, du Québec et du Manitoba.

La personne inspirante de la journée

Pas le choix : il faut en nommer deux aujourd'hui tant ils se complètent à merveille. Il s'agit du Canadien d'origine [Mark Carney](#), ancien gouverneur de la Banque du Canada, dirigeant de la Banque d'Angleterre depuis 2013, et de [Michael Bloomberg](#), homme d'affaires États-Uniens et ancien maire de New-York.

Chacun à leur façon, ils sont en train de contaminer le monde de la finance avec leurs propos lucides et visionnaires sur la place que les enjeux climatiques doivent occuper dans la sphère décisionnelle des dirigeants. Des bouleversements sans précédent sont à l'œuvre et vont s'amplifier, nous disent-ils. Mieux vaut s'y intéresser pour y voir clair et pour pouvoir gérer comme il se doit ces risques et ces opportunités.

Ensemble sur la scène ce midi, ils ont complètement déstabilisé les habitués de la COP présents dans la salle. Des propos si percutants, et de la bouche des gens d'affaires de surcroît, c'est une véritable révolution ici. Une révolution bienvenue et stimulante.

Pour en savoir plus :

Réalisé à l'initiative de M. Bloomberg, parcourez le rapport [Risky Business](#), une référence en matière de risques économiques des changements climatiques.

Lisez ou écoutez le discours que M. Carney a livré le 29 septembre dernier devant la Lloyd's de Londres : [Breaking the tragedy of the horizon - climate change and financial stability](#)

À surveiller ce week-end

En marge des activités au Bourget (lieu où se déroule la COP), de nombreuses initiatives émergent. Cette fin de semaine sera indéniablement marquée par l'ouverture du Village mondial des alternatives. Ce grand évènement citoyen se tiendra samedi et dimanche à Montreuil et a pour objectif de mettre à l'honneur les alternatives existantes qui démontrent qu'il est encore possible d'agir un peu plus pour relever le défi climatique.

Des dizaines de milliers de personnes sont attendues dans les rues de Montreuil qui seront piétonnes pour l'occasion. Plus d'informations : <https://alternatiba.eu/village-mondial-alternatives/>

Bonus du jour

Le reportage de Radio-Canada : [Chaleur et ouragan : votre bulletin météo de décembre 2050](#)

« Les dinosaures n'ont rien fait, eux non plus »

La leçon du jour

Lors du forum « RE-ENERGISING THE FUTURE », qui avait lieu dimanche au Palais Brongniart, on a pu entendre l'explorateur suisse Bertrand Piccard, l'initiateur du projet [Solar Impulse](#). Vous en avez probablement entendu parler : il s'agit de l'avion à l'autonomie illimitée, capable de voler de jour comme de nuit sans carburant. En plus de nous parler de son aventure, Monsieur Piccard a exposé sa vision sur les moteurs de la motivation pour stimuler la transition énergétique. Voici quelques citations marquantes (traduction libre) :

Si vous demandez aux gens de faire des sacrifices, ça ne marchera pas.

On ne peut pas demander aux gens de modifier leurs comportements si ce n'est pas dans leur intérêt à court terme.

On a besoin de pionniers pour montrer que l'impossible est atteignable.

Le fait marquant

La campagne de communication de la Coalition Climat 21, qui regroupe 130 organismes de la société civile française, nous interpelle. Les messages percutants qu'elle véhicule sur ses affiches nous rappellent que, au lieu d'utiliser son génie des communications pour nous faire acheter des trucs dont on n'a pas besoin, l'humain pourrait le mettre au service des changements de comportement pour un monde plus juste et plus durable...

Voici des citations tirées des affiches de la Coalition Climat 21 :

Les dinosaures aussi ont vécu un truc dans ce genre. Et ils n'ont rien fait, eux non plus.

Pendant combien de temps peut-on encore se dire : on verra ?

Ce qui risque d'arriver a déjà commencé.

On n'est pas la seule espèce menacée. Mais on est la seule à en avoir conscience. Et pourtant.

La planète a déjà connu pire. Pas nous.

[Voir les affiches](#) | [En savoir plus sur la Coalition Climat 21](#)



La personne inspirante de la journée

Kathy Jetnil-Kijner, poétesse, écrivaine, artiste et journaliste originaire des Îles Marshall dans l'Océan Pacifique. Avec la poésie, Kathy Jetnil-Kijner sensibilise dans le monde entier les citoyens et décideurs à l'importance de passer à l'action en matière de lutte contre les changements climatiques. Elle a ainsi livré lors du Forum « RE-ENERGISING THE FUTURE » un vibrant poème sur la situation des Îles Marshall face aux impacts des changements climatiques et de la montée du niveau de la mer. Car seulement quelques degrés de plus, même s'ils se limitent à 2 °C, feront disparaître les Îles Marshall d'ici à peine quelques dizaines d'années. Elle demande ainsi à ce que les engagements des pays limitent le réchauffement global à 1,5 °C.

[Écouter son discours à l'ONU lors du Sommet sur le climat à New-York](#)

[Écouter le poème *Dear Matafele Peinem*](#)

À surveiller demain

Demain, 8 décembre, aura lieu une conférence sur un thème qui pour nous est essentiel en matière de lutte contre les changements climatiques : la santé publique.

En effet, les changements climatiques posent de sérieux risques pour la santé, en particulier pour les personnes les plus démunies. Par ailleurs, cet enjeu peut nous aider à mobiliser les acteurs pour l'amélioration de la santé publique associée à une économie sobre en carbone. Nous sommes convaincus que les citoyens et les décideurs seront plus enclins à poser des gestes pour lutter contre les changements climatiques s'ils sont conscients des impacts positifs de ces gestes sur leur santé, celle de leurs proches et de leurs concitoyens.

Ainsi, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), en collaboration avec d'autres grandes organisations comme Unicef, UNEP et la Convention sur la diversité biologique, tiendra un événement au cours duquel on cherchera à démontrer en quoi un accord international sur le climat est si essentiel en matière de santé publique.

À lire

[L'excellente bande dessinée « Les changements climatiques, c'est vraiment vrai ? »](#), qui casse les mythes et les « intox » sur les changements climatiques.

La vie est sacrée, pas la propriété

La leçon du jour

Philippe Bourke : « Dans une discussion de fin d'atelier, une participante a lancé cette phrase : *Si le monde va si mal aujourd'hui, c'est parce que la propriété est sacrée, pas la vie.* J'ai été touché par la justesse et la sagesse de ce propos.

Parce que c'est bien de ça dont il est question en fin de compte ici : de vies humaines. La science est sans équivoque : les changements climatiques causent déjà, et vont entraîner encore davantage la mort et la souffrance humaine, en particulier chez les personnes et les peuples les plus démunis.

Pendant ce temps, que ce soit à l'échelle des chefs d'État ou des individus, les causes du phénomène tout autant que les obstacles à l'action sont essentiellement dû à notre quête de la propriété, de la possession, du pouvoir, à la compétition, aux droits, à l'individualisme. Moi, moi et moi.

Un accord ambitieux à Paris aura besoin au contraire de l'autre facette de l'humanité : celle qui s'exprime par la compassion et la solidarité. Et les solutions pour agir sur le climat, de la même manière, doivent prendre racine dans le respect de l'autre, la simplicité, le partage, la collaboration, l'équité.

La vie est sacrée, pas la propriété. »

Le fait marquant

L'objectif de limiter le réchauffement global de la planète à 1,5 °C (plutôt que 2 °C) fait son chemin, et c'est une très bonne chose. Alors qu'un nombre considérable de villes et de pays vulnérables demandent à ce que les pays développés adoptent cet objectif, un certain nombre de pays emboîtent le pas, et non des moindres. Hier, la nouvelle ministre de l'Environnement canadienne Catherine McKenna a elle aussi souscrit à cet objectif. En attendant de voir les moyens qui seront mis en œuvre pour atteindre cette cible, cet engagement confirme un changement radical dans la reconnaissance de cet enjeu de la part du gouvernement canadien.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a par ailleurs nommé Mme McKenna comme facilitatrice dans les négociations de cette semaine. Elle aura donc la responsabilité de contribuer activement à la conclusion d'un accord historique. Un changement radical, là aussi, puisqu'il n'y a pas si longtemps, le Canada était plutôt perçu comme faisant obstructions aux négociations...

La personne inspirante

Jacky Aignel, maire de Saint-Gouëno, en Bretagne, et président de la Communauté de communes (une sorte de MRC) du Méné est probablement un des élus qui a fait le plus avancer le concept de Territoire à énergie positive (TEPOS) en France. Agriculteur de métier dans une communauté de commune de 6 500 habitants, et confronté à des problématiques de ressources en eau du fait de ses activités, il a compris que son milieu devait se prendre en main et a décidé, avec ses pairs, de s'occuper des enjeux agricoles. Un rapport commandé par la Communauté de communes du Méné

(CCM) a révélé que 9 millions d'euros par année en dépenses d'énergie sortait de l'économie de la région, alors que celle-ci est une des plus pauvres de France.

En 2005, la CCM s'est donné comme objectif de devenir d'ici 2025 un territoire à énergie positive. Aujourd'hui, ce territoire est sur la bonne voie et multiplie les projets plus inspirants les uns que les autres : usine de méthanisation, huilerie de colza, plateformes bois-énergie et réseaux de chaleur, parc éolien participatif...

À présent, 200 territoires ont emboîté le pas en France et la démarche des TEPOS est officiellement reconnue par le gouvernement français.

[En savoir plus sur les TEPOS](#)

[En savoir plus sur la Communauté de communes du Mené](#)

À surveiller demain

Dans le cadre des activités organisées par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Québec sera à l'honneur demain matin pour la matinée qui lui sera consacrée. Philippe Couillard, Premier ministre du Québec, et Michaëlle Jean, Secrétaire générale de l'OIF y seront présents. De nombreux intervenants québécois y prendront la parole sur deux enjeux principaux : « l'intégration des enjeux climatiques dans les politiques publiques » et « l'action concertée pour une lutte efficace contre les changements climatiques ».

[Pour consulter le programme détaillé](#) (page 17)

Bonus du jour

À 13h30, heure de Paris, tous les écrans et haut-parleurs du Bourget ont été mobilisés aujourd'hui pour permettre aux personnes présentes d'assister en direct à la présentation d'Al Gore, ancien vice-président des États-Unis, candidat à la maison Blanche et militant renommé de la lutte contre les changements climatiques. Il s'adressait aux négociateurs dans cette dernière semaine vers la conclusion de l'accord de Paris. Une véritable bête de scène, comme Tina Turner qui ce dimanche [fêtait à sa façon ses 76 ans](#), avec [une énergie et une passion débordante et inépuisable](#). Ils font tous les deux preuve d'une capacité unique de lutter avec courage et acharnement contre l'adversité.

Une mobilisation indispensable à faire en amont

La leçon du jour

Jo Spiegel, maire de Kingersheim, en Alsace, et commissaire à la transition énergétique dans Mulhouse Alsace Agglomération a expliqué lors d'une conférence que le rôle des citoyens et des pouvoirs locaux dans la transition énergétique doit s'articuler autour d'une « haute approche démocratique ». Par cela, on entend une véritable interaction entre l'administration publique et les citoyens, qui « permet à chacun de passer du *je* au *nous*, du particulier au général », le tout dans un processus « lent », c'est-à-dire qui n'entraîne pas la prise de décision précipitée et non éclairée.

Grâce à un travail de mobilisation indispensable à faire en amont, on ne doit procéder « ni à une révolution, ni au statu quo, mais plutôt à une métamorphose de notre société » qui permettra de « passer d'une communauté de destin à une communauté d'agir ».

Tous ces prérequis doivent s'inscrire dans toutes les étapes du processus démocratique :

- **Informer, former, sensibiliser** et prendre le temps de le faire, car ce travail n'est jamais terminé. Il faut en outre aller chercher les invisibles, c'est-à-dire ceux qui ne comprennent pas ou qui ne se sentent pas concernés.

- **Débattre** : cela consiste à créer des plates-formes d'échanges pertinentes et adaptées, qui favorisent la franchise, l'écoute, l'acceptation, le respect des points de vue et la transparence dans les échanges.

- La pierre angulaire qui précède la décision, c'est l'étape de **co-écriture** et de **co-construction**. Il faut s'assurer de mettre sur pied une plate-forme démocratique qui rassemble toutes les parties prenantes (experts, élus, citoyens, etc.) et permette la « fertilisation des points de vue ».

- **S'engager**, à l'image d'un pacte civique, et s'assurer de mobiliser des moyens, fixer des ambitions, des étapes, prendre le temps de bien faire les choses, faire des suivis, impliquer les parties prenantes et mobiliser les mouvements associatif en les soutenant adéquatement.

« Le pouvoir naît quand les hommes travaillent ensemble. Il disparaît lorsqu'ils se dispersent. »
(Hanna Arendt)

Le fait marquant

Malgré tout le travail diplomatique du gouvernement français pour tenter de parvenir à un accord sur le texte final dès vendredi après-midi, il semble que le texte présenté ce matin par Laurent Fabius, le président de la COP21, soit encore bien loin d'être abouti. Ainsi, les mêmes questions épineuses demeurent en suspens concernant la différenciation des efforts entre pays riches et pays plus pauvres, le financement de la lutte contre le changement climatique et le « niveau d'ambition de l'accord ».

Rédigé à partir de l'article du Monde : [COP21 : un texte d'accord encore très inabouti](#)

Suivre la réaction de la [Fondation Nicolas Hulot](#) et du [Réseau Action Climat France](#)

Dernière version du texte d'accord : <http://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/eng/da01.pdf>

La personne inspirante de la journée

[Reza](#) est un photographe engagé reconnu mondialement, notamment pour ses contributions au magazine *National Geographic*. Il est le fondateur de *Aina (Mirror)*, un OBNL dont la mission est d'assurer l'éducation et le développement des capacités des jeunes et des femmes en utilisant les médias de communication.



La photo a le pouvoir de provoquer le changement social. Elle montre l'invisible dans le visible. Alors quoi de mieux que de demander aux jeunes de s'exprimer par la photo, eux qui voient des choses qui nous sont désormais invisibles.

Reza a collaboré au concours photos [Children's Eyes on Earth](#) dont la première édition portait sur le thème « *Aimer la nature – craindre la pollution* ».

À voir.

À surveiller demain

Alors que cette COP marque l'avènement et la reconnaissance du rôle des États et des territoires infra-nationaux dans la lutte contre les changements climatiques, qu'en est-il de celui des citoyens ? Une conférence se tiendra demain sur la démocratie énergétique : l'engagement citoyen dans les défis climatiques contemporains. On y présentera notamment des « projets d'énergie citoyenne », qui sont des initiatives décentralisées de production et de consommation d'énergie de sources renouvelables. Il s'en développe partout dans le monde (Danemark, Belgique, France, Royaume-Uni, Espagne...).

[Pour voir le programme de la conférence](#)

Bonus du jour

La deuxième leçon du jour de Philippe Bourke. « On a beau vivre déjà l'impact des changements climatiques, être à Paris, et profiter d'un temps exceptionnellement chaud pour le mois de décembre, il y a des limites à ne pas dépasser. Je n'en ai fait qu'à ma tête malgré les avertissements, me promenant légèrement vêtu, et... j'ai attrapé un vilain rhume. Morale : la nature l'emporte toujours sur la bêtise humaine. »

Et les droits de l'Homme dans tout ça ?

La leçon du jour

Nous assistions ce matin à une conférence sur la démocratie énergétique, visant à pousser la réflexion de l'engagement citoyen dans les défis climatiques contemporains. La présente Conférence des parties aura probablement été celle la plus suivie de par le monde et jamais la pression n'aura été aussi forte afin que les États s'engagent dans l'adoption d'objectifs ambitieux de réduction des émissions de GES. Mais, comme le soulignait aujourd'hui Stephan Brandligt, maire adjoint de Delft et vice-président d'Energy Cities, « nous sommes à une époque charnière, et, que ça passe par l'adoption d'un accord ou non [lors de la COP21], il faut aller de l'avant dans la lutte contre les changements climatiques ».

C'est notamment dans cet esprit que sont nés une foule de coopératives et de groupes de citoyens qui s'investissent dans des initiatives décentralisées de production et de consommation d'énergie de sources renouvelables. Cette dynamique sensibilise les territoires à la transition énergétique, crée de la richesse locale et renouvelle les pratiques démocratiques. La conférence de ce matin a donc été l'occasion de mettre en valeur des exemples de coopératives provenant des quatre coins de l'Europe. Inspirant.

En voici deux exemples :

[Site web de REScoop](#)

[Site web de d'Enercoop](#), seul fournisseur coopératif d'énergie 100 % renouvelable en France

Le fait marquant

Comme le souligne l'excellent [bulletin ÉCO du RAC-France](#), la communauté internationale s'est réunie à Paris pour signer la Déclaration universelle des droits de l'Homme il y a 67 ans aujourd'hui. De nombreuses organisations ont donc travaillé ces derniers jours pour que la question des droits de l'Homme soit intégrée de manière transversale dans le texte opérationnel de l'accord de Paris. La lutte contre les changements climatiques doit contribuer à protéger les droits de ceux qui sont les plus affectés par ses lourdes conséquences.

[Voir la campagne d'Amnistie Internationale](#)

[Lire le communiqué conjoint](#) d'Amnistie Internationale et de Greenpeace

La personne inspirante de la journée

Pour Alain Caillé, sociologue, alors qu'on cherche de plus en plus à assurer la prise en charge de la société par la société, on se trouve pris dans un monde où il ne semble y avoir que deux systèmes qui s'affrontent : le contrôle par l'État ou le contrôle par le marché.

C'est le mouvement social qui nous permettra de sortir de ce balancier insoutenable. Et le succès du mouvement social repose sur l'accomplissement de deux tâches :

- inventer une société démocratique du "vivre-bien" sans croissance du PIB,
- s'opposer à la démesure, à l'accumulation de biens, qui favorisent l'épuisement des ressources et la croissance des iniquités.

Lourde tâche ! Mais l'énergie (sa production et sa consommation) est un vecteur intéressant pour y parvenir, car c'est concret pour les gens, et transversal.

Le tabou de la lutte climatique

La leçon du jour

Malgré le fait que nous n'en sommes pas à la première Conférence des parties sur le climat, les points de désaccord entre les pays restent sensiblement les mêmes années après années. Ceux-ci sont détaillés dans [un article d'Alexandre Shields](#) sorti ce matin :

La question de la différenciation : le niveau d'efforts à fournir pour chacun des pays a suivi depuis les années 90 une ligne directrice selon leurs responsabilités historiques, et en fonction de leurs capacités respectives et des situations économiques et sociales. Certains veulent rompre cette différenciation (les pays industrialisés surtout), d'autres s'y opposent (les pays émergents surtout).

L'ambition : afin de limiter le plus possible les impacts des changements climatiques, il a été question dans toute la COP que les engagements des pays permettent de se diriger vers un réchauffement global de +1,5 °C, plutôt que de 2 °C. Malgré des progrès dans la rédaction de l'accord et de l'intitulé de la cible, il n'y a toujours pas de consensus à l'heure actuelle, au grand dam des pays insulaires, qui sont les plus menacés par la montée du niveau des océans.

Les engagements financiers : malgré des progrès de ce côté, et le fait que l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars par année d'ici 2020 fasse consensus, les engagements des États ne permettent pas pour le moment d'atteindre la cible fixée. En finir avec les subventions aux énergies fossiles pourrait probablement aider à mobiliser les fonds pourtant...

Le fait marquant

Le tabou de la lutte climatique ! Il y a une chose qu'on retrouve rarement, voire jamais dans les politiques et les plans d'action en matière de climat et qui pourtant est responsable d'une part significative des émissions de GES : la viande.

Pour de multiples raisons, on a du mal à regarder cette réalité en face. À commencer par le fait que la consommation de viande est tout ce qui a de plus traditionnel dans l'histoire de l'humanité, ce qui a le défaut de faire passer à tort que les végétariens pour des hippies extrémistes défenseurs des animaux. En outre, c'est une habitude alimentaire profondément ancrée qui comporte même pour plusieurs une dimension culturelle importante. Enfin, reconnaissons qu'il n'est pas facile de concevoir le lien entre la consommation de viande et le climat; les GES sont émis durant la chaîne de production et non pas au moment où l'on savoure notre steak, même s'il est bien cuit. Je l'avoue, moi-même j'ai du mal à me faire un devoir de réduire ma consommation.

Or j'ai assisté à une conférence organisée par le mouvement Lundi sans viande qui fait la promotion de la réduction de la consommation de viande avec le très français slogan « *Less meat is less heat* ».

J'y ai appris que de nombreuses études scientifiques démontrent qu'il sera impossible de respecter le fameux seuil de 2 °C sans réduire la consommation de viande et le gaspillage alimentaire.

Autre argument massue: manger moins de viandes est aussi une excellente résolution à prendre pour notre santé, comme de nouvelles données l'ont de nouveau démontré récemment.

Alors, notre nouveau premier ministre osera-t-il une réforme du célèbre guide alimentaire canadien ?

Pauvre Alberta ! d'abord le pétrole et ensuite le bœuf de l'ouest...



Regroupement national des conseils régionaux
de l'environnement du Québec (RNCREQ)

50, rue Sainte-Catherine Ouest
Bureau 380.A
Montréal (Québec) H2X 3V4
514 861-7022



La **force d'un réseau** au service
de l'**environnement** et du **développement durable**

